

**RAPPORT N° 2022/4-14  
au Bureau de la Communauté  
en séance du jeudi 15 septembre 2022**

**OBJET**

**ZONE TOURISTIQUE DU BOCAGE – REQUALIFICATION DE LA RN2002 ET AMENAGEMENT DE SES ABORDS (AMENAGEMENT DE BANDES CYCLABLES ET CHEMINEMENTS PIETONS) – COMMUNE DE SAINTE-SUZANNE – APPROBATION DES PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE DE TRAVAUX ET AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER LES MARCHES CORRESPONDANTS POUR LES LOTS 1, 2, 3 ET 4**

Dans le droit fil de la démarche d'élaboration de la stratégie climat et énergie (Plan Climat et Energie Territorial, PCAET), la CINOR a réaffirmé son engagement dans sa politique en faveur des modes de déplacements doux et alternatifs au tout voiture sur l'ensemble de son territoire.

Cette volonté s'inscrit à la fois dans le cadre de la révision du Plan de Déplacement Urbain (PDU) de la communauté et dans son schéma des mobilités. Cette volonté s'affiche également lors de l'élaboration du programme d'aménagement et de rénovation de voiries de la CINOR dans lequel elle intègre, chaque fois que cela est possible, des voies et des pistes cyclables qu'elle conforte et améliore en concertation avec les communes membres.

C'est donc dans cette logique qu'elle envisage d'aménager des bandes cyclables le long du site du Bocage (portion comprise entre le pont de la rivière Sainte-Suzanne et la rue du Stade), site déclaré d'intérêt par délibération du 23 février 2006 et qui jouxte l'avenue Pierre Mendès France (RN2002) sur la commune de Sainte-Suzanne.

Ces travaux qui impactent le domaine public régional ont fait l'objet d'une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage entre la CINOR et la Région Réunion validée par délibération du Bureau communautaire du 30 juin 2022.

Afin de mener à bien les aménagements prévus, et sur la base des conclusions du maître d'œuvre, la CINOR a lancé en mai 2022 une procédure de mise en concurrence selon la procédure adaptée (MAPA) conformément à l'article R. 2123-1 du code de la commande publique pour un coût prévisionnel des travaux estimé à 2 545 403,60 € HT (tranche ferme : 2 325 067,10 ; Tranche optionnelle : 220 336,50 € HT).

L'objet des travaux étant le suivant :

- Organiser et améliorer les espaces publics sur l'emprise du projet ;
- Permettre aux modes doux de se réappropriier les espaces dédiés, par des liaisons confortables et sécurisées, répondant aux règles de conception et aux normes d'accessibilité en vigueur ;
- Intégrer des aménagements cyclables visant à améliorer la continuité cyclable sur le territoire de la CINOR ;
- Réduire les nuisances liées au bruit et à la poussière par des aménagements spécifiques destinés à modérer la vitesse de circulation (signalisation, plateaux.....) ;
- Restructurer les aménagements paysagers, et apporter un traitement paysager qualitatif, notamment sur les espaces de rencontre et de détente ;
- Enfouir les réseaux aériens et adapter les réseaux existants au projet ;
- Remplacer l'éclairage public pour s'adapter aux nouveaux espaces créés (matériel moderne, performant et économique)

Pour plus d'efficience, il a été décidé de scinder le marché en 4 lots séparés suivants :

- Lot 1 : VRD
- Lot 2 : Eclairage public
- Lot 3 : Aménagements paysagers
- Lot 4 : kiosque et abris-bus

Le marché est divisé en 2 tranches de travaux :

- Une tranche ferme concernant les aménagements sur la RN 2002 et ses abords ;
- Une tranche optionnelle concernant les aménagements sur le parking actuel de l'aire de jeux.

La date limite de remise des offres a été fixée par l'avis de marché au 25 juillet 2022 à 12h00 locale

Adressé en préfecture  
974-249740119-20220915-BC2022-4-14-DE  
Date de télétransmission : 22/09/2022  
Date de réception préfecture : 22/09/2022

Le délai global d'exécution des travaux de la tranche ferme est fixé à 6,5 mois hors période de préparation fixée à 2 mois. La durée d'exécution de la tranche optionnelle est fixée à 1 mois, hors période de préparation fixée à 2 mois.

Avant la date limite de remise des offres, 15 plis ont été réceptionnés.

Après ouverture des plis, les 15 offres ont été enregistrées :

- 5 offres pour le lot n° 1
- 5 offres pour le lot n° 2
- 3 offres pour le lot n° 3
- 1 offre pour le lot n° 4

Après vérification des pièces de candidatures et analyse des capacités financière et technique, il est proposé d'agréer les candidatures de :

- Pour le lot n° 1 : A3TN ; SAMNA ; SBTPC SOGEA REUNION / BUFFY SATP (sous traitant) ; groupement SAS AA&D (mandataire)/BTOI Enrobés Réunion (co-traitant) ; GTOI ; groupement NAOTERA BTPT (mandataire)/SOLTECH (co-traitant).
- Pour le lot n° 2 : CITEOS (Bourbon Lumière SAS) ; SUN OI ; SAS TESTONI REUNION ; SECAB ; BAGELEC REUNION SAS.
- Pour le lot n° 3 : SAPEF Paysage ; La Mare Espaces Verts ; EVE SARL.
- Pour le lot n° 4 : RM Construction Rénovation.

L'offre du candidat SUN OI soumissionnant pour le lot n° 2 est jugée irrégulière. Le candidat n'ayant pas remis le cahier des charges et les BPU et DQE n'étant pas renseignés.

Après vérification de la conformité des offres et au vu du rapport d'analyse établi au regard des critères de jugement des offres fixés au cahier des charges de la consultation (40 % pour le prix des prestations, 50 % pour la valeur technique de l'offre et 10 % pour la performance environnementale) le classement suivant des offres vous est proposé, sur la base des rapports d'analyse joints en annexe.

- Pour les offres classées premières :

LOTS	ENTREPRISES	MONTANTS EN € HT
1	SBTPC SOGEA REUNION (offre variante)	1 885 000,00 €
2	CITEOS	252 905,25 €
3	La Mare Espaces Verts	261 446,05 €
4	RM Construction Rénovation	135 942,87 €

Le montant cumulé pour les lots 1 à 4 est de : **2 535 294,17 € HT**

**Pour le lot n°1 la** répartition globale de l'offre est la suivante :

ENTREPRISES	MONTANT € HT
SBTPC SOGEA REUNION	1 585 000,00 €
BUFFY SATP (sous traitant PME locale, siégeant à Saint Paul )	300 000,00 €
TOTAL	<b>1 885 000,00 € HT</b>

- Pour les offres classées secondes :

LOTS	ENTREPRISES	MONTANTS EN € HT
1	SBTPC SOGEA REUNION (offre base)	1 892 895,00 €
2	BAGELEC	272 257,00 €
3	SAPEF PAYSAGE	287 262,50 €
4	RM CONSTRUCTION RENOVATION	135 942,87 €

Le montant cumulé pour les lots 1 à 4 est de : 2 588 357,37 € H.T.

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20220915-BC2022-4-14-DE  
Date de télétransmission : 22/09/2022  
Date de réception préfecture : 22/09/2022

- Pour les offres classées troisième :

LOTS	ENTREPRISES	MONTANTS EN € HT
1	GTOI (variante)	1 940 205,50 €
2	SAS TESTONI	279 501,00 €
3	EVE SARL	268 094,34 €
4	RM CONSTRUCTION RENOVATION	135 942,87 €

Le montant cumulé pour les lots 1 à 4 est de 2 623 742,71 € H.T.

Pour la part CINOR, les dépenses relatives à ce marché seront imputées sur le Budget Principal - section investissement, chapitre 23.

Je vous demande de bien vouloir :

- Approuver les pièces constitutives des marchés de travaux de requalification de la RN2002 et d'aménagement de ses abords (aménagement de bandes cyclables et de cheminements piétons) sur la commune de Sainte-Suzanne pour les lots 1 à 4.
- Approuver le classement des offres au vu des rapports d'analyse joint au présent rapport et attribuer les marchés aux entreprises suivantes pour un montant cumulé des offres de 2 535 294,17 € HT :

LOTS	ENTREPRISES	MONTANTS EN € HT
1	SBTPC SOGEA REUNION (offre variante)	1 885 000,00 €
2	CITEOS	252 905,25 €
3	La Mare Espaces Verts	261 446,05 €
4	RM Construction Rénovation	135 942,87 €

**Pour le lot n°1 :** la répartition globale de l'offre est la suivante :

ENTREPRISES	MONTANT € HT
SBTPC SOGEA REUNION	1 585 000,00 €
BUFFY SATP (sous-traitant)	300 000,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>1 885 000,00 € HT</b>

- Autoriser le Président à signer le marché de travaux avec les entreprises attributaires et, dans le cas où les entreprises classées premières ne remettraient pas les pièces définies aux articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique dans les délais impartis, à signer avec les entreprises classées suivantes pour chacun des lots 1, 2, 3 et 4 sous réserve de la production des pièces définies aux articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique (et ainsi de suite pour les candidats classés après si le candidat classé précédemment ne remet pas les pièces définies aux articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique).

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20220915-BC2022-4-14-DE  
Date de télétransmission : 22/09/2022  
Date de réception préfecture : 22/09/2022

**DECISION N° 2022/4-14  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 15 septembre 2022**

**OBJET**

**ZONE TOURISTIQUE DU BOCAGE – REQUALIFICATION DE LA RN2002 ET AMENAGEMENT DE SES ABORDS  
(AMENAGEMENT DE BANDES CYCLABLES ET CHEMINEMENTS PIETONS) – COMMUNE DE SAINTE-SUZANNE –  
APPROBATION DES PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE DE TRAVAUX ET AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT  
DE SIGNER LES MARCHES CORRESPONDANTS POUR LES LOTS 1, 2, 3 ET 4**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/4-14 du Président ;

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20220915-BC2022-4-14-DE  
Date de télétransmission : 22/09/2022  
Date de réception préfecture : 22/09/2022



**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

**ARTICLE 1 :**

D'approuver les pièces constitutives des marchés de travaux pour les lots 1, 2, 3 et 4 pour la requalification de la RN2002 et l'aménagement de ses abords (aménagement de bandes cyclables et cheminements piétons) sur la commune de Sainte-Suzanne.

**ARTICLE 2 :**

D'approuver le classement des offres au vu des rapports d'analyse joint au présent rapport et attribuer les marchés aux entreprises suivantes pour un montant cumulé des offres de 2 535 294,17 € HT :

LOTS	ENTREPRISES	MONTANTS EN € HT
1	SBTPC/SOGEA REUNION (offre variante)	1 885 000,00 €
2	CITEOS	252 905,25 €
3	La Mare Espaces Verts	261 446,05 €
4	RM Construction Rénovation	135 942,87 €

**Pour le lot n°1 : SBTPC/BUFFY SATP (sous-traitant PME locale, siégeant à ) – 1 885 000,00 € HT**

La répartition globale de l'offre est la suivante :

ENTREPRISES	MONTANT € HT
SBTPC (SOGEA REUNION)	1 585 000,00 €
BUFFY SATP	300 000,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>1 885 000,00 € HT</b>

**ARTICLE 3 :**

D'autoriser le Président à signer le marché de travaux avec les entreprises attributaires et, dans le cas où les entreprises classées premières ne remettraient pas les pièces définies aux articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique dans les délais impartis, à signer avec les entreprises classées suivantes pour chacun des lots 1, 2, 3 et 4 sous réserve de la production des pièces définies aux articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique (et ainsi de suite pour les candidats classés après si le candidat classé précédemment ne remet pas les pièces définies aux articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique).

Nombre de votants : 15 (dont 3 procurations)  
Suffrages exprimés : 15  
Vote pour : 15  
Vote contre : 00  
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde

21 SEPT 2022

Le Président,  
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20220915-BC2022-4-14-DE  
Date de télétransmission : 22/09/2022  
Date de réception préfecture : 22/09/2022